

## INTRODUCTION

Dès le démarrage de ses activités en 1986, l'Institut Libanais de Développement Economique et Social, (ILDES), a porté une attention particulière au problème des déplacés des guerres au Liban: ses fondateurs et membres ayant toujours concrètement milité contre la ségrégation communautaire, dans l'habitat et la vie quotidienne. Cette ségrégation est une atteinte grave au tissu social libanais en tant que société multi communautaire où diverses communautés chrétiennes et musulmanes ont vécu ensemble depuis des siècles et ont collaboré au développement économique, social, culturel et politique du Liban.

Dès le début des guerres au Liban, les fondateurs de l'ILDES prirent conscience des dangers que représentaient les déplacements forcés de population et réagi pour prévenir ceux ci et ramener les déplacés chez eux dès que possible. Ils élaborèrent dès les années 80, une série d'études, sur les déplacements, pour attirer l'attention sur les graves problèmes qu'ils engendrent, essentiellement: la ségrégation communautaire qui est purement et simplement une négation de l'existence de la formule libanaise, symbole de convivialité et du dialogue vivant des civilisations. Après la signature de l'Accord de Taëf en 1989, qui avait mis fin aux guerres à l'intérieur du Liban, et qui avait considéré le droit de retour de tous les déplacés à leurs localités d'origine comme la base de la paix civile et de la reconstruction du pays, l'ILDES a agi pour accompagner le retour aux localités d'origine et aider à trouver des solutions aux problèmes que les déplacés rencontrent pour réhabiliter les infrastructures, les logements et les entreprises économiques. A côté de l'action avec les autorités publiques et institutions privées concernées par le retour, l'ILDES a fondé une caisse de crédit pour aider les personnes déplacées qui désirent retourner à leurs localités d'origine, à réhabiliter leurs logements et démarrer leur activité économique.

Pour répondre aux besoins logistiques de la caisse de crédit et de l'appui au retour, l'ILDES a lancé à partir de 1991 des enquêtes annuelles sur le retour des déplacés à leurs localités d'origine situées au Mont Liban Sud et dans les cazas de Saida et Jezzine pour évaluer le rythme annuel du retour. A partir de 1999 ces enquêtes se sont étendues à la partie libérée du caza de Jezzine après le retrait des troupes israéliennes. Les données de ces enquêtes sont recueillies auprès de différentes sources dont les municipalités, les mairies, les clubs et associations, les enseignants, les instances locales et les bénéficiaires des services dispensés par l'ILDES. Dès le début de ces enquêtes, une attention plus particulière fut donnée à la région du Mont Liban Sud, (cazas de Baabda, Aley et Chouf), où le tissu social multi communautaire a subi les coups les plus violents: cette région ayant perdu la majorité de sa population chrétienne et une petite partie de sa population druze, qui se sont réfugiées à Beyrouth, ses banlieues, d'autres localités du Liban et à l'extérieur du pays. Des localités ont été presque entièrement détruites. La priorité accordée à cette région vient de la conviction que la réussite du retour au niveau du Mont Liban Sud, cœur historique du Liban contemporain, est une condition nécessaire pour sa réussite au niveau du Liban. Ce retour est un important indicateur de la reconstruction sociale du cœur historique du Liban contemporain.

Les débuts de retour s'effectuèrent à des rythmes divers: ils dépassèrent en 1999 20% dans les cazas de Saida et de Jezzine et 10% au Mont Liban Sud. Mais à partir de cette date, ce même rythme s'est ralenti, et n'a pas dépassé 5% dans les deux régions durant la

période allant de 1999 à 2003 comme le montrent les annexes I et II de ce texte. Pourtant nombreux sont ceux qui s'attendaient à l'accélération de ce rythme, suite au retrait de l'armée israélienne des territoires libanais et de la visite historique du Patriarche Maronite au Mont Liban Sud et à Jezzine en Août 2001, qui a consacré la réconciliation. Pourquoi le contraire s'est produit?

Cette constatation nous a amené à nous demander à notre tour, pourquoi le rythme du retour s'est ralenti? Pour cela nos deux enquêtes annuelles en 2002 et 2003 ne se sont pas contentées comme d'habitude de connaître le nombre des familles qui sont retournées ou celles qui ont fréquenté les localités durant les weekends au cours de l'année, ou celles qui y ont passé l'été. Elles ont porté sur l'état des logements et des infrastructures physiques, sur la situation économique et sociale, sur les équipements communautaires et surtout sur les causes qui entravent le retour du point de vue des familles elles-mêmes, de celui des autorités et personnalités locales, des enseignants et membres de clubs ou d'associations oeuvrant dans ces régions. Les résultats de toutes nos enquêtes effectuées durant les treize dernières années sont reproduits dans cette étude que nous soumettons à tous ceux qui oeuvrent pour le retour des déplacés, la réconciliation nationale, et la restructuration du tissu social multi communautaire. Cette étude comprend aussi l'opinion des populations déplacées et nous devons lui prêter l'attention qu'elle mérite si nous cherchons à clôturer définitivement le dossier du déplacement des populations, qui a causé, entre autres, la pauvreté, la ségrégation démographique, la déchirure communautaire et l'émigration en dehors du pays.